

Messages de solidarité après la fusillade de Strasbourg

Mardi 11 décembre, peu avant 20h, un homme a ouvert le feu sur des passants à Strasbourg, près du marché de Noël ; 16 personnes ont été touchées, dont au moins deux ont succombé à leurs blessures. «Le protestantisme français dans toute sa diversité se joint par la pensée et par la prière aux familles et aux proches des victimes de cette terrible agression», écrit la Fédération protestante de France. «Nos pensées et nos prières vont aux victimes et à leurs proches si durement touchés dans leur chair et leur âme, ainsi qu'aux personnes qui ont été témoins affectés par cette barbarie», écrit l'Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine.



Communiqué de la Fédération protestante de France En réaction à l'attentat de Strasbourg

La Fédération protestante de France (FPF) exprime sa peine et son indignation face à la terrible attaque perpétrée à Strasbourg le mardi 11 décembre 2018 sur le marché de Noël faisant état de 3 morts et de 13 blessés.

Le protestantisme français dans toute sa diversité se joint par la pensée et par la prière aux familles et aux proches des victimes de cette terrible agression. Il condamne fermement toute forme de terrorisme et rappelle son attachement aux valeurs républicaines de liberté d'égalité et de fraternité. Enfin il veut, plus que jamais, témoigner d'une espérance imprenable en

Jésus Christ.

La FPF manifeste aussi son soutien aux Églises, œuvres et communautés protestantes d'Alsace ébranlées par cette violence et leur rappelle qu'elle se tient à leurs côtés.

Dans l'épreuve nous sommes amenés à nous tenir ensemble.

Communiqué de l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine

Pour aller plus loin :

- [Le texte du communiqué de la FPF](#)
- [Le texte du communiqué de l'UEPAL](#)
- [Le texte du communiqué de la Conférence des responsables de Culte en France](#)
- [Le texte du communiqué de l'Union des Fédérations Adventistes de France, de Belgique et du Luxembourg](#)

Strasbourg est frappée au cœur. Strasbourg, symbole de paix, capitale d'une Europe des valeurs, de l'humanisme et des droits de l'homme. Strasbourg est victime de la barbarie aveugle d'une folie radicalisée dont les méfaits mettent à feu et à sang notre planète, dans la

longue série des attentats qui ont endeuillé les villes de France, d'Europe et du monde entier.

Nos pensées et nos prières vont aux victimes et à leurs proches si durement touchés dans leur chair et leur âme, ainsi qu'aux personnes qui ont été témoins affectés par cette barbarie. Nous savions que le marché de Noël, tradition multiséculaire de joie et de paix, était la cible potentielle de terroristes. Nous le savions et nous sommes profondément reconnaissants aux forces de l'ordre, gendarmerie, armée et police, qui veillent sur la sécurité de nos concitoyens tout au long de l'année et particulièrement dans les semaines qui précèdent Noël. Reconnaissons aussi aux personnels de secours et aux autorités civiles qui ont assumé avec détermination, efficacité et courage leurs responsabilités dans ce drame.

Nous condamnons fermement tout acte de violence. Les Églises protestantes du monde entier ont choisi pour mot d'ordre de l'année 2019 ce verset du Psaume 34 : «Recherche la paix et poursuis-la !». A quelques jours de Noël où nous fêtons la venue du Christ, prince de la paix, cette parole est plus que jamais une invitation à nous engager activement dans la construction et la préservation de ce bien le plus précieux de l'humanité.

Les églises du centre-ville de Strasbourg organisent aujourd'hui et dans les jours qui viennent des points d'écoute pastorale et de recueillement pour tous.

Une célébration œcuménique pour la paix est organisée ce mercredi 12 décembre à 18h à l'église du Temple Neuf. Un autre temps de prière œcuménique est prévu

demain jeudi à 18h en la cathédrale de Strasbourg.

Toutes les personnes de bonne volonté, quelle que soit leur appartenance religieuse, sont invitées.

Christian ALBECKER

«Nous ne pouvons pas rester entre nous»

Deuxième volet des entretiens réalisés par Campus Protestant avec Jean-Luc Blanc, Secrétaire général du Défap : cette semaine, gros plan sur le projet d'une théologie interculturelle. «Dans toutes nos Églises, souligne-t-il, il y a aujourd'hui des gens qui ont du mal à « accrocher » avec notre manière de vivre la foi. Il y a tout un travail à faire pour mieux pouvoir communiquer». Ce qui peut passer par la théologie, qui a déjà connu de profondes transformations dans l'histoire récente : après la période de la propagation d'une manière de penser et d'une théologie homogènes, est venue celle des réflexions théologiques culturellement marquées – théologies latino-américaine, asiatique, africaine... Désormais, estime Jean-Luc

Blanc, «il me semble que nous pouvons mettre en dialogue ces différents courants...»

Retrouvez également cet entretien sur le site de [Campus Protestant](#).

Réalisation : Jean-Luc Mouton, pour [Campus Protestant](#).

Les droits de l'homme

et les religions

Le Défap était représenté par son Secrétaire général, Jean-Luc Blanc, au colloque organisé le 4 décembre au Sénat par la Conférence des responsables de Culte en France sur le thème «Les droits de l'homme et les religions». Un colloque placé sous le haut patronage de Gérard Larcher, Président du Sénat, à l'occasion du 70ème anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme, adoptée le 10 décembre 1948. Au menu de cette rencontre, des thèmes interrogeant les relations profondes entre les religions et les droits de l'homme.



Image du colloque du 4 décembre au Sénat © Jean-Luc Blanc pour Défap

L'année 2018 marque le soixante-dixième anniversaire de la Déclaration universelle des droits de l'homme adoptée le 10 décembre 1948 par

l'Assemblée générale des Nations Unies. Alors que ce texte représente une avancée inégalée dans l'histoire de l'humanité, il n'empêche toujours pas aujourd'hui les pires violations des droits de l'homme et le monde reste marqué par les dramatiques réalités de l'oppression, de la violence, de l'injustice et des inégalités.

La Conférence des responsables de Culte en France souhaitait, à l'occasion de cet anniversaire, par l'organisation de ce colloque, témoigner et réfléchir à la façon dont les différents cultes pensent et vivent l'articulation de leurs engagements, de leurs convictions et de leur foi avec cette «plus haute aspiration de l'homme». Elle souhaitait aussi interroger les relations entre les cultes et les droits de l'homme : y a-t-il une origine religieuse des droits de l'homme ? Les cultes sont-ils promoteurs et porteurs des promesses contenues dans cette déclaration ?

Les responsables de Culte en France ont proposé ainsi un programme constitué d'une conférence d'ouverture et d'une table ronde interreligieuse avec les meilleurs spécialistes de la question par confession sous le haut patronage de Gérard Larcher, Président du Sénat et avec l'intervention de M. Jean-Louis Bianco, Président de l'Observatoire de la Laïcité.

Y a-t-il une vision religieuse des droits de l'homme ?

Pour aller plus loin :

• [«L'interculturalité est un voyage, et souvent, on ne voit pas le chemin» : retour sur le colloque de Perspectives Missionnaires, co-organisé avec Le Décap](#)

La conférence d'ouverture faisait ainsi intervenir Valentine Zuber, historienne, directrice d'étude à l'École pratique des hautes études (EPHE), spécialiste de l'histoire de la tolérance religieuse et du pluralisme en Europe. Elle a particulièrement travaillé sur l'histoire de la laïcité en France et sur les origines intellectuelles des droits de l'homme. Elle s'intéresse actuellement aux paradoxes de la défense de la liberté religieuse dans le cadre de l'universalisation des droits de l'homme.

La table ronde interreligieuse organisée à la suite de cette conférence était animée par le journaliste Jean-Michel Carpentier, de France Télévision, et faisait intervenir :

• le rabbin Didier Kassabi (Judaïsme) : rabbin

du Consistoire de Paris à Boulogne Billancourt

- le professeur Jean-Paul Willaime (Protestantisme) : docteur en sociologie et sciences religieuses, directeur d'études EPHE et à la Sorbonne
- le professeur Eric Vinson (Bouddhisme) : enseignant, chercheur et journaliste (docteur en Sciences politiques, chercheur associé au GSRL, EPHE-CNRS) spécialiste sur le religieux, le spirituel et la laïcité. Directeur du programme interreligieux Emouna à Sciences Po
- Maître Chems Eddine Hafiz (Islam) : avocat algérien, vice-président du Conseil français du culte musulman (CFCM)
- le père Baudoin Roger (Catholicisme) : Collège des Bernardins, département Économie & Société
- le professeur Georges Prévélakis (Orthodoxie) : professeur à l'université Panthéon-Sorbonne (Paris 1), membre du laboratoire Géographie-cités et membre associé du CERI (Sciences Po), spécialiste de la géopolitique des Balkans et des diasporas.

La conférence des responsables de Culte en France

La conférence des responsables de Culte en France (CRCF) a été créée le 23 novembre 2010. Elle regroupe six instances responsables du Bouddhisme, des Églises chrétiennes (Catholique, Orthodoxe, Protestante), de l'Islam et du Judaïsme.

Cette initiative est justifiée par la volonté des responsables de Culte en France d'approfondir leur connaissance mutuelle, par le sentiment de contribuer ensemble à la cohésion de notre société dans le respect des autres courants de pensée, et par la reconnaissance de la laïcité comme faisant partie du bien commun de notre société. Les membres de la CRCF se rencontrent régulièrement pour partager leurs actualités et discuter des sujets communs qui les occupent et organisent des colloques à dimension interreligieuse sur des sujets de société.

Ses membres en sont actuellement :

- Mgr Georges Pontier et Mgr Pascal Delannoy, Conférence des Évêques de France
- M. le Pasteur François Clavairoly et Mme Christiane Énamé, Fédération Protestante de France
- Métropolitain Emmanuel et Métropolitain Joseph, Assemblée des Évêques Orthodoxes de France
 - M. le Grand Rabbin Haïm Korsia et M. Joël Mergui, Consistoire Central Israélite de France
- M. Ahmet Ogras et M. Anouar Kbibech, Conseil Français du culte Musulman
- Mme Minh Tri Vo et M. Olivier Wang-Genh, Union Bouddhiste de France

En dialogue par-delà les frontières, de Brazzaville à Strasbourg

Faciliter les échanges de professeurs de théologie fait partie des missions du Défap : à travers leurs voyages, à travers leurs rencontres avec d'autres professeurs ou étudiants, ce sont des approches différentes qui entrent en dialogue et s'enrichissent mutuellement. Rencontre avec le pasteur Alphonse Loussakou, de l'Église évangélique du Congo, professeur d'histoire de l'Église à la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, venu en France pour une douzaine de jours afin de resserrer les liens avec la Faculté de théologie protestante de Strasbourg.



Alphonse Loussakou, de l'Église évangélique du Congo, professeur d'histoire de l'Église à la Faculté de théologie protestante de Brazzaville, au début de son séjour en France, dans le jardin du Défap © Défap

Défap : Dans quel cadre s'inscrit votre venue en France ?

Alphonse Loussakou : La décision en a été prise à la suite d'un séjour en France du Dr. Laurent Gaston Loubassou, doyen de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville – une Faculté qui est gérée par l'Église évangélique du Congo (EEC). Dès son retour, il a réuni tous les enseignants lors d'un Conseil de la Faculté, pour évoquer avec nous les moyens de développer le partenariat avec la France, et en notamment, dans

le cas qui m'occupe aujourd'hui, avec la Faculté de Strasbourg. Il existe déjà des collaborations entre enseignants chercheurs, par exemple avec l'Institut de Théologie Protestante, présent à Paris et Montpellier, mais il s'agissait d'aller au-delà en essayant de mettre en place davantage d'échanges d'enseignants avant, peut-être, des échanges d'étudiants. J'ai moi-même eu l'occasion d'étudier à l'Institut Protestant de Théologie de Montpellier avant d'être enseignant. Rémi Gounelle, professeur d'Histoire de l'Antiquité chrétienne à Strasbourg, est déjà venu chez nous ; ainsi qu'un enseignant de Montpellier, Élian Cuvillier, qui était alors venu pour des interventions sur le Nouveau Testament.

Parlez-nous du paysage religieux au Congo : qu'y recouvre le protestantisme ?

Pour aller plus loin :

- [Le point sur le Congo-Brazzaville et sur les actions du Défap](#)
- [Un voyage pour «toucher du doigt les réalités de la vie au Congo»](#)
- [Mission au Congo : des chantiers nombreux et audacieux](#)
- [Le Défap au Congo : projets en cours](#)

Alphonse Loussakou : Il y a un fort développement de nouvelles Églises, dont une majorité sont de

tendance charismatique ou pentecôtiste. Dans la seule agglomération de Brazzaville, on trouve pas moins de trois cents dénominations : pratiquement à chaque carrefour, on croise une Église différente. C'est un milieu foisonnant dans lequel il n'est pas facile de se retrouver ; je suis à la tête d'une structure qui est en cours de constitution, une bibliothèque destinée au corps pastoral de l'Église évangélique du Congo, et nous sommes actuellement dans une phase d'identification de toutes ces différentes dénominations.

Devant ce foisonnement, il y a une vraie demande de la part de nos étudiants de revenir aux fondements historiques de notre Église. L'histoire de l'EEC trouve sa source dans les travaux de la Mission évangélique suédoise. On a coutume de faire remonter l'origine de notre Église à l'installation de la première station missionnaire de Madzia, dans le département du Pool. C'est là en effet qu'en janvier 1909, le missionnaire Hammar avait créé le premier poste missionnaire du Congo-Français. Ce sont les travaux de cette Mission évangélique suédoise qui constituent le sujet de mes recherches actuelles, ainsi que leurs effets économiques et culturels au Congo-Brazzaville. Je m'intéresse tout particulièrement à la figure d'un missionnaire

suédois, Westlind Niels, qui a vraiment façonné l'histoire de la mission au Congo. Il y a effectué trois séjours de plusieurs années entre 1882 et 1895. Il était linguiste et a élaboré une grammaire pour la langue kikongo.

Quelles sont les attentes des étudiants en théologie à Brazzaville ?



Alphonse Loussakou place Denfert-Rochereau, à Paris, au dernier jour de son séjour en France, fin novembre © Gérard Banzakassa

Alphonse Loussakou : Ils espèrent l'ouverture d'un département de missiologie au niveau de la Faculté de théologie protestante de Brazzaville.

Pour l'instant, beaucoup d'entre eux suivent des cours dispensés par L'Alliance chrétienne et missionnaire (en anglais : The Christian and Missionary Alliance – C&MA). Un tel département est un vrai besoin chez nous. La venue d'enseignants de France qui ont animé quelques cycles de conférences a été très appréciée. Elle a permis de proposer des perspectives tout à fait nouvelles à nos étudiants ; et aux-mêmes ont pu en profiter pour emmener parfois ces enseignants dans des directions qu'ils n'avaient pas prévues au cours de leurs interventions... Je me souviens par exemple d'une conférence d'Élian Cuvillier, qui s'était retrouvé avec des questions sur l'homosexualité ; il avait alors expliqué la perspective européenne sur ce sujet.

Parmi les perspectives nouvelles qui sont très attendues par nos étudiants, il y a tout ce qui concerne l'histoire des idées. Nous avons souvent tendance, dans nos enseignements, à coller beaucoup plus aux événements ; quand nous recevons un enseignant venu de France, les étudiants ont l'impression de se retrouver soudain dans un cours de philosophie. C'est une approche très stimulante, et qui m'avait frappé déjà lorsque je suivais moi-même des enseignements à Montpellier. Je m'en suis depuis inspiré dans les cours que je dispense à mes

étudiants ; par exemple lorsque j'ai évoqué la pensée de Martin Luther à propos de l'histoire de la famille...

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Une «session retour» commune Défap – Cevaa – DM

Pendant trois jours, du 30 novembre au 2 décembre 2018, une douzaine d'anciens envoyés du Défap, de la Cevaa et de DM-échange et mission se retrouvent en Suisse pour une rencontre ayant valeur d'expérience : une «session retour» commune. Si l'envoi de personnes est une caractéristique de ces trois organismes, les pratiques et les contextes en sont très différents ; néanmoins, une telle rencontre peut leur permettre à tous trois d'enrichir leurs manières de faire, d'y réfléchir en commun, de s'interroger sur leurs modèles. De comprendre avec les anciens envoyés leur cheminement, et ce

qui peut être tiré de cette expérience de l'envoi sur les plans individuel, professionnel et spirituel. Avec des questions qui se recoupent, et notamment celle-ci : comment faire de ces anciens envoyés des témoins de la mission ?



Photo de groupe de la session retour d'octobre 2018 © Défap

La Cevaa et le Défap sont nés en 1971, d'un ancêtre commun : la Société des Missions Évangéliques de Paris (la SMEP), qui avait eu de

1822 à la fin des années 60 une activité missionnaire s'étendant du Lesotho au Togo, de l'Océan indien au Pacifique. DM-échange et mission, département missionnaire des Églises de Suisse romande et des Églises françaises en Suisse alémanique (la CERFSA) était né quelques années plus tôt, en 1963. Entre ces trois organismes institués pendant la même période et entretenant des relations avec les mêmes pays, on retrouve encore aujourd'hui des domaines d'activité très proches, et des échanges réguliers. Parmi leurs points communs, l'envoi de personnes. Défap, Cevaa et DM-échange et mission ont donc régulièrement des envoyés présents dans leur réseau d'Églises ; certains de ces envoyés peuvent d'ailleurs parfois être volontaires pour l'un, puis pour l'autre organisme (c'est ce qui s'est déjà produit notamment pour des envoyés ayant la double nationalité française et suisse). Des partenariats peuvent aussi s'établir lors de la formation (des envoyés Cevaa ont pu participer à la formation au départ du Défap). Mais dans ce domaine, les échanges sont restés jusqu'à présent ponctuels. Si elle n'est pas à proprement parler une première, la «session retour» commune qui doit se tenir du 30 novembre au 2 décembre à Longirod, en Suisse, a donc un peu valeur d'expérience.

Il s'agit d'organiser, pendant trois jours, entre des anciens envoyés des trois organismes, un temps commun d'échange et de partage de leurs expériences. De telles «sessions retour» sont régulièrement organisées par le Défap, ainsi que par DM-échange et mission : dans la mesure où leurs volontaires bénéficient d'un statut reconnu par les pouvoirs publics, ce statut est assorti d'obligations légales. Un «debriefing» en fin de mission fait partie de ces obligations. Le Défap prévoit ainsi un entretien individuel dès le retour de mission de ses VSI (Volontaires de Solidarité Internationale) ou de ses services civiques, suivi quelques semaines plus tard d'une session retour commune ; DM-échange et mission reçoit aussi individuellement ses civilistes de retour, qui se retrouveront tous quelques mois plus tard. Pour la Cevaa, qui ne fait pas de l'envoi de personnes depuis un pays en particulier, mais des échanges entre de multiples pays et de multiples Églises, avec des statuts et des contraintes légales très divers, la question de l'opportunité d'une telle session retour se posait autrement. Mais si les pratiques et les cadres légaux diffèrent, d'anciens envoyés peuvent avoir beaucoup à partager ou à apprendre en compagnie d'autres personnes ayant vécu une expérience similaire avec un autre organisme d'envoi ; et les organismes eux-mêmes peuvent y

trouver matière à améliorer leurs propres pratiques.

La mission peut-elle encore changer l'Église ?

Pour aller plus loin :

- [Session retour du Défap : l'heure du bilan](#)
- [Comment préparer «l'après-mission»](#)
- [Session retour 2018 : prévoir l'atterrissage](#)
 - [Session retour 2018 : les images de la première journée](#)
 - [Session retour 2018 : les images de la dernière journée](#)
- [Chloé, envoyée au Bénin : «On apprend aux autres, et on apprend des autres»](#)
- [Envoyés : en route pour la session retour !](#)
- [Madagascar : «Un projet de couple, mûri à deux»](#)
- [Le site de l'Agence du Service Civique](#)
 - [Présentation du Défap par quelques-uns de nos partenaires : France Volontaires...](#)
 - [... et Coordination Sud, la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale.](#)

L'idée d'une telle session commune est née en

2016, lors d'une rencontre entre les Secrétariats de la Cevaa, de DM-échange et mission et du Défap. Elle a été préparée en collaboration avec les services chargés des envoyés des trois organismes. Les participants en seront d'anciens envoyés ayant achevé leur mission depuis deux à trois ans – ce qui différenciera cette rencontre des «sessions retour» du Défap et de DM. Ils seront une douzaine, venus du Rwanda, de France, de Suisse, de Madagascar, partis en mission au Maroc, au Togo, ou encore en Haïti ; tous seront logés à la Maison «À l'Ouche», pendant que les séances de travail se tiendront à la salle de paroisse de Longirod. Elles seront animées par Anne-Sophie Macor pour la Cevaa, Gerda Borgeaud pour DM-échange et mission, et Laura Casorio pour le Défap.

Pendant ces trois jours, chacun sera amené à faire une présentation de sa mission, évoquer ce qui a été vécu sur place, avant de parler des conditions de son retour : réadaptation sur place, éventuelle recherche d'emploi... A chaque fois, il s'agira d'envisager pour chacun les effets de l'envoi et du retour de mission, tant sur le plan personnel, que sur le plan professionnel ou spirituel : on rentre nécessairement changé d'une telle expérience. Chacun revient avec une vision du monde qui a

évolué ; et parfois avec un regard différent sur sa propre Église. Chacun peut, aussi, avoir des choses à dire à l'organisme qui l'a envoyé ; et ces organismes peuvent, eux-mêmes, non seulement améliorer leurs pratiques en fonction de ces retours d'expérience, mais aussi tenter d'y réfléchir en commun. L'idée a ainsi été évoquée de créer, à l'occasion de cette session commune, un outil d'amélioration de l'échange de personnes, avec par exemple des fiches rédigées par les participants et à indexer au Manuel de l'envoi Cevaa.

Il s'agira aussi de se pencher sur «l'après» : quelques années après un retour de mission, comment évaluer la «valeur ajoutée» d'un échange, que ce soit pour l'institution qui reçoit, pour l'Église d'accueil, pour l'Église d'envoi, et pour l'envoyé lui-même ? Quel sens en retirent ceux qui en ont été les acteurs ? Est-ce un modèle à faire évoluer ? Et pour les organismes d'envoi, comment faire de ces anciens envoyés de futurs témoins ? Comment leur permettre de devenir, à leur tour, des avocats de la mission ? Au bout du compte, la mission peut-elle encore changer l'Église ?

«Jeûne pour le climat» : le texte de l'appel diffusé avant la COP24

«Sortir de la fascination du désastre, témoigner de la capacité humaine au changement» : c'est ce qu'espère produire une initiative lancée par quatre personnalités protestantes, Alexandra Breukink, Natacha Cros-Ancey, Marion Muller-Colard et Martin Kopp. Tous quatre ont diffusé un appel en faveur d'un nouveau «Jeûne pour le climat», alors que doit s'ouvrir le 3 décembre en Pologne la 24ème conférence internationale sur le climat, qui doit préciser les termes de l'Accord de Paris sur le climat signé en 2015.



Jeûner, c'est prendre soin de soi, des autres et de notre environnement. Prendre soin de soi en offrant à son corps et son esprit un temps différent. Prendre soin des autres en témoignant de notre capacité à nous limiter pour une meilleure répartition des ressources. Prendre soin de ce que certains appellent nature, d'autres création, en nous montrant capables de résister à l'avidité encouragée par nos sociétés de consommation.

Jeûner pour le climat, c'est répondre à l'alerte lancée par le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) et interpeller les citoyens et les gouvernements à l'occasion de la COP24 :

Oui, nous avons entendu qu'il est à la fois urgent et possible d'agir pour limiter le réchauffement climatique en cours. Continuant à évoluer sur sa trajectoire actuelle, il engagerait à court terme des dérèglements dévastateurs et irréremédiables pour l'ensemble du vivant.

Pour aller plus loin :

- [Un «jeûne pour le climat» relancé avant l'ouverture de la COP24](#)
- [Jeûnons ensemble pour le climat : le site de l'initiative française](#)
 - [Chrétiens unis pour la terre](#)
- [Le site du Sommet interreligieux sur le changement climatique \(appel de 2014\)](#)
 - [« Marche pour le climat : des centaines de milliers de personnes dans le monde » \(article et photos sur le site de la FPF\)](#)
 - [Un jour de jeûne pour la justice climatique : article sur le site du Défap \(archives\)](#)
 - [L'Eglise Catholique de France se joint à l'initiative inter-religions pour un « jeûne climatique »](#)
 - [« Ce que l'écologie française doit au protestantisme » : article de La Croix sur le site de La Maison Verte](#)
 - [Croyants de tous les pays, jeûnez pour sauver le climat \(article du journal Le Monde\)](#)
 - [Un jour de jeûne par mois « contre l'injustice climatique » \(article de Libération\)](#)

Ouï, nous avons conscience que les conséquences du dérèglement climatique pour l'humanité touchent et toucheront d'abord les populations les plus vulnérables. Chacun et tous devons nous mobiliser pour prévenir les injustices et les violences locales qui sont le résultat d'une irresponsabilité collective.

Ouï, nous avons une plus belle ambition que celle de « tirer notre épingle du jeu » : que la crise que nous traversons à une échelle inédite soit l'occasion d'une transformation positive de l'humain, conscient d'appartenir à un monde, à une histoire, à une communauté avec lesquels il interagit pour le meilleur et non plus pour le pire.

Jeûner pour le climat, c'est saisir l'occasion de réfléchir à notre manière d'habiter le monde et de décider de changements concrets dans nos modes de vie (choisir, par exemple, de manger, se déplacer, ou consommer autrement).

Jeûner ensemble, c'est rassembler des femmes

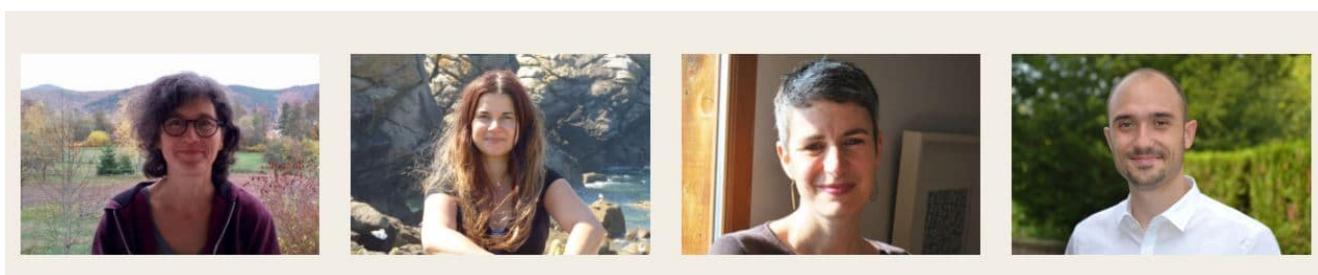
et des hommes de tous horizons, d'appartenance confessionnelle ou non, militants ou non, autour d'une pratique ancestrale et d'une identité commune : habitants d'un monde en surchauffe, en résistance devant la fatalité et en espérance pour un changement au bénéfice de tous.

Jeûner pour le climat, c'est sortir de la fascination du désastre, témoigner de la capacité humaine au changement, à la solidarité avec sa propre espèce et l'ensemble du vivant et encourager les gouvernements à faire des enjeux climatiques le point giratoire de leur politique.

Rendez-vous le vendredi 30 novembre, samedi 1er décembre et dimanche 2 décembre, jour d'ouverture de la COP24. Jeûnons un jour ou plusieurs. Jeûnons seul ou en groupe. Jeûnons de nourriture ou d'autre chose (de sa voiture, de son smartphone, etc.). Et pourquoi ne pas rompre son jeûne par un repas joyeux, qui célèbre nos engagements actuels et à venir ? Proposons et rejoignons

des événements locaux de jeûne et/ou de repas de rupture partout en France, grâce au site : jeunepourleclimat.net.

Cet appel est signé par plus de 90 personnalités venues de tous les horizons, dont l'écrivain Emmanuel Carrère, le philosophe et écrivain Alexandre Jollien, Radia Bakkouch, présidente de Coexister, Véronique Fayet, présidente du Secours catholique, ou encore Olivier de Schutter, ancien rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation et membre du comité des droits économiques, sociaux et culturels de l'ONU.



Les quatre personnalités à l'origine de cet appel : de gauche à droite, Alexandra Breukink, Natacha Cros-Ancey, Marion Muller-Colard et Martin Kopp

Un «jeûne pour le climat» relancé avant l'ouverture de la COP24

À l'approche de la 24ème conférence internationale sur le climat, la COP24, qui doit s'ouvrir le 3 décembre en Pologne, à Katowice, plusieurs personnalités protestantes engagées pour la défense de l'environnement relancent un appel à jeûner pour le climat. Une initiative qui avait déjà vu une mobilisation internationale importante, dans la foulée d'un appel de la Fédération luthérienne mondiale, en amont des COP20 et 21. Les préoccupations environnementales ne

sont plus du seul ressort des militants écologistes ou des politiques : les milieux d'Églises manifestent ainsi régulièrement leurs préoccupations pour la sauvegarde de la création.

Une Terre bleue, où des bouffées de chaleur apparaissent parfois en jaune ou rouge : une Terre qui, au fil du temps et des années, vire peu à peu à un bleu plus pâle, puis à une couleur dorée presque uniforme... Et bientôt, la couleur dominante vire au cuivre. Ce

pourrait être un cauchemar de science-fiction. Ce n'est qu'une des multiples animations disponibles aujourd'hui et qui transcrivent sous forme de graphiques ou de mises en images frappantes les résultats d'études scientifiques sur l'évolution du climat. Celle-ci fait partie d'un ensemble de vidéos mises en ligne par la Nasa [sur sa page Youtube](#), et qui ont toutes pour but de synthétiser les observations réalisées dans de multiples domaines et de multiples régions sur les changements climatiques. Il ne s'agit en rien d'une projection, qui pourrait présenter une vision catastrophiste d'un futur lointain : c'est tout simplement la compilation de données recueillies entre les années 1880 et 2017 sur les anomalies de températures observées dans le monde.

Et les scientifiques ne sont plus les seuls à alerter sur les effets des changements climatiques. Les humanitaires s'y sont mis aussi. «Oui, le changement climatique est un problème humanitaire», affirme [un article de l'agence IRIN News](#), service d'information et d'analyses humanitaires (IRIN étant un acronyme en anglais pour l'expression : «Integrated Regional Information Networks», un réseau créé en 1995 et qui était à l'origine lié au Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU). «Le changement climatique n'est plus perçu comme une menace future: la réalité nous frappe aujourd'hui», poursuit le même article, signé de Maarten van Aalst, Directeur du Centre climat de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge. «En août, la Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge

(IFRC) a signalé que des millions de personnes étaient menacées par les sécheresses à travers le monde qui affectaient la production alimentaire.»

«Les conséquences - seront gravissimes»

Pour aller plus loin :

- [«Jeûne pour le climat» : le texte de l'appel diffusé avant la COP24](#)
- [Jeûnons ensemble pour le climat : le site de l'initiative française](#)
 - [Chrétiens unis pour la terre](#)
- [Le site du Sommet interreligieux sur le changement climatique \(appel de 2014\)](#)
 - [« Marche pour le climat : des centaines de milliers de personnes dans le monde » \(article et photos sur le site de la FPF](#)
 - [Un jour de jeûne pour la justice climatique : article sur le site du Défap \(archives\)](#)
- [L'Eglise Catholique de France se joint à l'initiative inter-religions pour un « jeûne climatique »](#)
- [« Ce que l'écologie française doit au protestantisme » : article de La Croix sur le site de La Maison Verte](#)
- [Croyants de tous les pays, jeûnez pour sauver le climat \(article du journal Le Monde\)](#)
 - [Un jour de jeûne par mois « contre l'injustice climatique » \(article de Libération\)](#)

Sur le plan politique, les rencontres internationales piétinent. En témoignent les frustrations exprimées à chaque Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), des réunions plus connues du grand public sous l'abréviation «COP» : la COP21, en 2015, s'était tenue à Paris et s'était achevée par un accord international sur le climat, applicable à tous les pays ; un accord alors validé par tous les pays participants, qui fixait comme objectif une limitation du réchauffement mondial entre 1,5°C et 2°C d'ici 2100. Mais son application a depuis été bloquée, notamment par les États-Unis qui, à la suite de l'élection de Donald Trump, ont décidé de réexaminer leur position dans ce dossier. La COP24, censée préciser les règles d'application de l'accord de Paris, doit se tenir à

partir du 3 décembre en Pologne, à Katowice. À quelques jours de son ouverture, Laurent Fabius, qui fut président de la COP21, a lancé un appel «impérieux» [dans les colonnes du Journal du Dimanche](#). «J'ai, avec d'autres, sonné l'alerte rouge, écrit l'actuel président du Conseil constitutionnel. Sans un ensemble de mesures urgentes, puissantes et convergentes, nous courons le risque de perdre la course engagée contre le réchauffement. Les conséquences seront gravissimes, comme le laisse présager la multiplication des catastrophes auxquelles on assiste et qui n'épargnent aucune région du monde.»

Alors que les conséquences des changements climatiques, de la déforestation, de l'épuisement des ressources naturelles font peser des menaces sur l'avenir de toute

l'humanité, et notamment des plus fragiles, les questions environnementales ne sont plus du seul ressort des spécialistes ou des militants écologistes. Les Églises s'en sont également saisies, aux côtés de nombreux mouvements citoyens. Si elles ne militent pas directement en faveur du climat, elles manifestent bien souvent, à travers leurs activités, leurs projets, des préoccupations fortes concernant la sauvegarde de la création. C'est ainsi le cas du Défap, qui a contribué à la création du [Secaar](#), réseau de 18 Églises et organisations chrétiennes d'Afrique et d'Europe, lequel s'est fixé comme vocation «de rétablir l'Homme et la Création dans son intégrité» ; le Défap soutient aussi des [projets associant sauvegarde de la création et lutte contre l'exclusion et la pauvreté](#), comme, en Tunisie,

l'association Abel Granier, qui a mis au point des techniques de réhabilitation des sols, ou au Maroc, l'ALCESDAM, qui aide à la sauvegarde de palmeraies, luttant contre l'avancée du désert et permettant aux paysans de mieux vivre sur place au lieu de devoir s'expatrier...

«Rendez-vous Le vendredi 30 novembre»

Cette mobilisation des Églises pour le climat avait été particulièrement spectaculaire en amont de la COP20 et de la COP21. Marche pour le climat, mobilisations dans les rues avant le début de la conférence de Lima... L'une des mobilisations les plus importantes, à la fois sur la durée et par la diversité des chrétiens engagés partout dans le monde, s'était traduite à

travers le jeûne pour le climat. Il faisait suite à un appel lancé par la Fédération luthérienne mondiale qui avait inauguré, début 2014, un mouvement mondial se traduisant par une journée mensuelle de jeûne. Cet appel s'inscrivait lui-même dans le fil d'une initiative inaugurée lors de la conférence internationale de Varsovie sur le climat.

Alors qu'en cette année 2018, la Pologne accueille de nouveau la prochaine réunion, en France, diverses personnalités protestantes ont décidé de [relancer le «jeûne pour le climat»](#), avec le soutien actif de [l'Église protestante unie de France](#) (EPUdF) et de [l'Union des Églises protestantes d'Alsace et de Lorraine](#) (UEPAL), toutes deux membres du Défap. Le site international «fastfortheclimate» n'existe plus et les mobilisations

communes se sont faites plus discrètes, mais dans le monde religieux, les initiatives en faveur du climat sont toujours présentes. [Chrétiens unis pour la Terre](#) appelle ainsi, à partir de samedi 1er décembre, à 24h de prière pour le climat.

Le nouvel appel français à un «jeûne pour le climat» à l'occasion de l'ouverture de la COP24 est dû à deux pasteures de l'UEPAL, Alexandra Breukink et Natacha Cros-Ancey, à Marion Muller-Colard, théologienne, docteure en théologie protestante de l'Université de Strasbourg, et à Martin Kopp, qui préside la commission écologie / justice climatique de la Fédération protestante de France. Il participa notamment aux COP19, COP20 et COP21. «Rendez-vous le vendredi 30 novembre, samedi 1er décembre et dimanche 2 décembre, jour d'ouverture

de la COP24», exhortent ces quatre personnalités dans un appel commun, [relayé par l'hebdomadaire protestant Réforme](#) et signé par plus de 90 personnalités de tous horizons. «Jeûner pour le climat, c'est sortir de la fascination du désastre, témoigner de la capacité humaine au changement, à la solidarité avec sa propre espèce et l'ensemble du vivant et encourager les gouvernements à faire des enjeux climatiques le point giratoire de leur politique.»

Franck Lefebvre-Billiez



Jeûnons ensemble pour le climat !
Jeûne interconfessionnel à l'occasion de l'ouverture de la COP24

- L'appel**
Jeûner, c'est prendre soin de soi, des autres et de notre environnement.
[Lire](#)
- Les signataires**
Notre communiqué a été signé par plus de 90 personnalités.
[Lire](#)
- Organiser un jeûne**
Organisez une initiative de jeûne, afin de permettre à d'autres d'y prendre part.
[Lire](#)
- Participer à un jeûne**
Rejoignez une initiative de jeûne, organisée à proximité de chez vous.
[Lire](#)

Madagascar : Les incertitudes de l'entre-deux-tours

À Madagascar, le second tour de la présidentielle devrait voir s'affronter, le 19 décembre, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana. Un duel au goût de déjà-vu entre les deux irréconciliables rivaux de la politique malgache, dont l'affrontement était déjà à l'origine de la crise dans laquelle s'était enfoncé le pays à partir de 2009, et qui avait vu le retrait des bailleurs de fonds

internationaux. Déjà, les deux prétendants mobilisent leurs troupes et pointent les irrégularités dont ils s'estiment l'un et l'autre victimes. Mais pour la majorité des Malgaches, ce duel ne change guère un quotidien difficile.



Un village sur la route de Mananjary, sur la côte sud-est de Madagascar © Franck Lefebvre-Billiez, Défap

S'il est une chose, à Madagascar,

qui fait consensus parmi les candidats à l'issue du premier tour de l'élection présidentielle... c'est leur unanime dénonciation du système électoral. Les chiffres sortis des urnes le 7 novembre, et qui doivent encore être proclamés officiellement par la Haute Cour constitutionnelle après leur annonce samedi par la Commission électorale nationale indépendante (Céni), promettent pour le second tour un duel aux airs de déjà-vu : en tête, Andry Rajoelina a obtenu 39,19% des suffrages. Juste derrière, Marc Ravalomanana est crédité de 35,29% des voix. Rajoelina a obtenu ses meilleures scores dans les régions côtières, Ravalomanana étant majoritaire au

centre de l'île : le second tour s'annonce âprement disputé entre les deux rivaux. Deux anciens présidents qui poursuivent leur duel dans les urnes, après avoir été tous deux écartés de la présidentielle précédente sous le poids de la communauté internationale, afin de sortir d'une crise politique interminable qui avait provoqué la fuite des bailleurs de fonds internationaux, avec des conséquences catastrophiques pour l'économie malgache.

Mais dans un pays accoutumé aux soubresauts politiques, où les élections présidentielles s'achèvent parfois par des prises

de pouvoir dans la rue, les deux rivaux ne se contentent pas de mobiliser leurs troupes dans l'optique du 19 décembre, date prévue pour le second tour. Ils ne se contentent pas de courtiser les principaux des 34 autres candidats éliminés à l'issue du premier tour. Ils dénoncent tous deux anomalies et fraudes électorales à leur détriment. Andry Rajoelina a trouvé son angle d'attaque : le système informatique de la Ceni. «On a tout fait pour empêcher le score du candidat numéro 13 (à savoir Andry Rajoelina) d'atteindre et dépasser les 40%», a-t-il dénoncé dès lundi, réclamant un «audit» du logiciel de la Commission

électorale nationale indépendante. «La seule idée avec laquelle je suis d'accord est que je suis en tête. Mais je ne suis pas d'accord avec les chiffres». Marc Ravalomanana n'est pas en reste : dès mardi, l'un de ses avocats transmettait à la Haute Cour constitutionnelle (la HCC) plus d'une cinquantaine de requêtes pour «corriger certaines irrégularités» dans les résultats provisoires du premier tour.

Ce que cache la «bataille des ex»

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [L'enjeu du français à Madagascar](#)
 - [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

La HCC croule ainsi sous les recours. Certains candidats vont jusqu'à réclamer l'annulation pure et simple du scrutin. C'est notamment le cas de la coalition des 25 candidats qui, avant même le premier tour, dénonçaient le travail de la Ceni. Mais c'est aussi le cas du chef de l'État sortant, Hery Rajaonarimampianina, qui n'a obtenu que 8,8% des voix et se dit victime d'une «fraude massive». La commission électorale, pour sa part, défend son travail. «Nous n'avons accepté aucun ordre de quiconque dans cette élection. On n'a accordé aucun traitement de faveur à qui que ce soit», a affirmé Hery Rakotomanana, son président, dès

l'annonce des résultats provisoires du premier tour.

Une contestation généralisée qui laisse craindre de possibles troubles : aussi l'armée est-elle sortie de sa réserve, le 16 novembre, pour appeler les candidats à respecter le bon déroulement du processus électoral. «Madagascar est un État de droit, a déclaré Njatoarisoa Andriajanaka, commandant de la gendarmerie nationale. Les forces de l'ordre avertissent tout individu qui serait tenté de faire une provocation ou de semer le trouble». L'armée n'a pas toujours eu cette neutralité : en 2009, elle avait obligé Ravalomanana à

céder le pouvoir à Rajoelina. Mais Ravalomanana lui-même, en 2001, s'était déjà proclamé président avant le second tour, précipitant le pays dans une violente crise qui s'était achevée par la fuite de son prédécesseur, Didier Ratsiraka... Et voilà qu'à cette présidentielle de 2018 se retrouvaient une nouvelle fois les vieux adversaires de la politique malgache, y compris Didier Ratsiraka lui-même, qui était déjà à la tête du pays en 1975 et aujourd'hui âgé de 85 ans – même si «l'Amiral rouge», comme on le surnomme, n'a, il faut bien le dire, obtenu qu'un score purement symbolique de 0,45% des voix. L'année 2013, qui avait donné une

impression de renouvellement avec l'affrontement entre Hery Rajaonarimampianina et Jean-Louis Robinson, n'aura été qu'une parenthèse ; encore ces deux candidats bénéficiaient-ils chacun du soutien d'un «ancien» : Andry Rajoelina pour le premier, Marc Ravalomanana pour le second.

Les présidents changent, les défis du quotidien demeurent



Derrière cette «bataille des ex» se profilent en réalité tous les maux de la politique malgache : si les formes démocratiques sont globalement respectées, la compétition pour le pouvoir se joue en fait au sein d'un tout petit groupe qui concentre l'essentiel des ressources de l'île, et reste déconnecté des besoins réels de l'immense majorité de la population. Une population pour laquelle la nourriture représente encore trop souvent la préoccupation principale, et dont la très grande majorité vit sous le seuil de pauvreté absolue de deux dollars par jour. Pendant que les

candidats à la présidentielle s'affrontent à travers leurs chaînes télévisées (Rajoelina et Ravalomanana ont chacun la leur), se déplacent en hélicoptère, multiplient les meetings avec invitation d'artistes et feux d'artifices, déplacent les foules, la population malgache s'intéresse peu au vote. D'élection en élection, le taux de participation baisse. Et au-delà du taux de participation proprement dit, le rapport du nombre de votants par rapport à la population n'a cessé de diminuer depuis 1992, partant de 37,7% pour atteindre 17,03% en 2013.

Pour beaucoup de Malgaches, la

période électorale est d'abord une période d'incertitudes et de possibles troubles ; mais au-delà, ils n'envisagent guère de changements dans leur quotidien, quel que soit le futur président. Se nourrir, se loger, voilà les vraies préoccupations quotidiennes ; l'éducation elle-même vient loin derrière. Madagascar reste le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Or sans accès au savoir, pas d'évolution sociale possible – dans un système éducatif qui reste très largement inégalitaire, et où le français, pourtant non enseigné en école primaire, reste le sésame indispensable pour accéder à des

études secondaires, voire supérieures. Voilà pourquoi les engagements du Défap à Madagascar tournent essentiellement autour de l'éducation : notamment autour de l'enseignement du français. D'une présidentielle à l'autre, les mêmes enjeux demeurent.

Franck Lefebvre-Billiez

Madagascar :

d'une élection à l'autre

Cette semaine, gros plan sur Madagascar, en pleine élection présidentielle. Le Défap y soutient, notamment à travers ses envoyés, des projets qui tournent essentiellement autour de l'éducation. Quels sont les enjeux du scrutin en cours ? Que peuvent en attendre les Malgaches ?



Vue de Tananarive © Franck Lefebvre-Billiez, Défap

D'une présidentielle à l'autre, on retrouve la même pléthore de candidats à Madagascar : au premier tour en 2013, ils étaient 34. Pour cette année 2018, 36. Une diversité qui reste surtout de façade : la campagne est

dominée de manière écrasante par quelques favoris, tous d'anciens présidents, tous disposant de moyens financiers colossaux, capables de déplacer des foules et de remplir des stades... sous le regard largement indifférent de la très grande majorité des Malgaches, qui n'envisagent le scrutin qu'à l'aune des troubles possibles, mais n'en espèrent rien. En 2018 comme en 2013, Madagascar reste l'un des États les plus pauvres du monde : il occupe le quatrième rang du classement des pays qui produisent le moins de

richesses par rapport à sa population, avec un PIB par habitant de 424 dollars. Un enfant de moins de 5 ans sur deux souffre d'un retard de croissance et Madagascar reste le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. L'écrasante majorité de la population vit sous le seuil de pauvreté absolue de 2 dollars par jour.

Si la situation de l'île a évolué depuis 2013, c'est un changement qui est beaucoup plus visible au niveau des

grands indicateurs économiques que dans le quotidien des Malgaches. Le scrutin de 2013 avait représenté une forme de normalisation après plusieurs années d'une crise politique qui s'était traduite par un retrait des bailleurs de fonds internationaux, plongeant l'économie du pays dans un profond marasme. Depuis le retour à l'ordre constitutionnel, le taux de croissance a rebondi, dépassant les 4% contre une moyenne de 2,7% durant la crise de 2009 à 2013. Mais la Grande Île reste très exposée

aux aléas climatiques : en 2017, le secteur agricole, principale source de revenus pour une population qui reste à plus de 80% rurale, a subi les effets des catastrophes naturelles. Conséquence : une pénurie de riz, avec une inflation qui a atteint les 9% en décembre 2017, soit la hausse des prix la plus élevée en sept ans. Si les candidats à la présidentielle promettent monts et merveilles, pour les Malgaches, se nourrir reste trop souvent la première préoccupation. L'éducation vient loin derrière, et le

systeme éducatif malgache est en outre terriblement inégalitaire ; or sans accès au savoir, pas d'évolution sociale possible. Voilà pourquoi les engagements du Défap à Madagascar tournent essentiellement autour de l'éducation, et notamment de l'enseignement du français, sésame indispensable pour accéder à des études secondaires, voire supérieures.

«Épargnez-nous une nouvelle crise»

Pour aller plus loin :

- [Madagascar : actualités du Défap et fiche pays](#)
- [L'enjeu du français à Madagascar](#)
- [Carnets de route à Madagascar](#)
- [Madagascar après les «vacances de peste»](#)

L'élection présidentielle actuelle est organisée quelques mois après une crise politique qui a fait deux morts. L'opposition dénonçait la volonté du président de la museler. Un gouvernement d'union nationale a été mis en

place en juin et permis d'apaiser la situation politique. Depuis, le président Hery Rajaonarimampianina a démissionné, comme le prévoit la Constitution du pays, afin de se consacrer à sa campagne électorale ; il l'a largement axée sur son bilan, évoquant des constructions de routes et d'écoles, tentant de se démarquer des autres candidats en revendiquant son respect de l'ordre constitutionnel. Il est vrai que les deux autres favoris, Andry Rajoelina et Marc Ravalomanana, semblent

**poursuivre par meetings
interposés leur guérilla qui
s'était traduite par la
démission forcée de
Ravalomanana en 2009, lors
d'un coup de force de l'armée
après de violentes
manifestations de rue
inspirées par le maire d'alors
de la capitale, Andry
Rajoelina. Mais plus que ces
arguments de campagne, ce qui
semble devoir départager les
candidats, c'est l'argent
investi en émissions,
meetings, affiches... Andry
Rajoelina dispose ainsi d'une
force de frappe importante**

avec sa propre chaîne de télévision, la chaîne Viva, qui diffuse 24h sur 24 et emploie plus d'une centaine de salariés. Marc Ravalomanana dispose aussi de moyens télévisés, quoique plus modestes, avec MBS : la chaîne, qui emploie une trentaine de salariés, a repris sa diffusion il y a quelques mois après avoir été fermée lors de la crise de 2009. Loin derrière, un autre grand ancien de la politique malgache, Didier Ratsiraka, tente aussi de se faire entendre. Au cours de ses deux

périodes à la tête de l'île (1975-1993 et 1997-2002), il a alterné socialisme à la malgache et libéralisation, avant d'être contraint à céder le pouvoir par Marc Ravalomanana lors d'élections présidentielles dont le second tour n'a jamais eu lieu...



Un pays qui reste à plus de 80% rural : maisons traditionnelles malgaches © Défap

À Madagascar, il n'existe pas de règle d'équité dans la communication politique lors des campagnes électorales. Celui qui a le plus de moyens pour se faire entendre a donc de bonnes chances d'être élu.

En témoigne une étude de la fondation allemande Friedrich Ebert, financée par l'Union européenne, qui a ressurgi en pleine campagne : bien que datée de 2016, elle a eu un fort retentissement il y a quelques mois sur les réseaux sociaux. Elle chiffrait le coût de la campagne de Hery Rajaonarimampianina en 2013 à 43 millions de dollars, ce qui faisait de lui le candidat ayant dépensé le plus d'argent par vote obtenu, soit 21,5 dollars par voix. À titre de comparaison, Donald Trump n'avait dépensé «que» 12,6

dollars par voix obtenue lors de la présidentielle américaine, et François Hollande 1,21 dollar lors de la présidentielle française... Aujourd'hui encore, la disproportion des moyens est telle que dans les parties les plus enclavées de l'île, une bonne partie de la population ignore tout simplement l'existence de la majorité des candidats, croyant que le scrutin se jouera entre deux prétendants.

Le point commun entre les quatre favoris est ainsi

qu'ils ont tous constitué de véritables trésors de guerre à l'époque où ils étaient au pouvoir. Derrière, les autres se battent pour exister, entre sous-représentation médiatique et aléas d'un système électoral gangréné par la corruption. Jusqu'à la veille de l'échéance électorale, 27 candidats ont fait le siège de la Haute Cour constitutionnelle (HCC), pour contester la validité des listes électorales et demander un report du vote. Avec tous les risques d'une nouvelle crise, dénoncés à quelques

jours du scrutin par Ketakandriana Rafitoson, directrice de Transparency International à Madagascar : «Si l'on veut éviter les malversations, il ne reste plus qu'un moyen : couvrir l'ensemble des bureaux de vote par des observateurs citoyens bénévoles. S'ils n'ont pas informatisé à 100% le système, c'est pour mieux manipuler les choses. C'est un appel qu'on lance : par pitié, épargnez-nous une nouvelle crise.»

Franck Lefebvre-Billiez

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

«Radicalisation : quel défi

pour l'interreligie ux ?»

**Le mot «radicalisation»
renvoie aujourd'hui
presqu'automatiquement à un
islamisme violent.
Pourtant, la Bible autant
que le Coran contient des
«versets douloureux». Quant
au processus de révélation,
il porte en lui-même l'idée
de radicalité en s'emparant**

de tout l'être, corps, esprit et cœur. En faisant irruption dans l'histoire humaine, il génère adhésion ou refus et luttes de toute sorte, croisant aussi le fer avec le politique. Le n°76 de Perspectives missionnaires, questionne la radicalisation, quelques paroles scandaleuses de Jésus et les défis que relève aujourd'hui le dialogue interreligieux.



Détail de fresque du Mausolée Haft Tanan de Shiraz en Iran (XVIIIe siècle), représentant Ibrahim prêt à sacrifier son fils, qui n'est pas nommé dans le Coran, mais que la tradition islamique désigne comme étant Ismaël. Le dimanche 22 avril 2018 paraissait dans Le Parisien

**un manifeste contre
l'antisémitisme en France
qui, en s'appuyant sur les
faits et les statistiques,
mettait en cause la
radicalisation islamiste.
En fin de manifeste, les
signataires demandaient
«que les versets du Coran
appelant au meurtre et au
châtiment des juifs, des
chrétiens et des incroyants
soient frappés
d'obsolescence par les
autorités théologiques,
comme le furent les**

incohérences de la Bible et l'antisémitisme catholique aboli par Vatican II, afin qu'aucun croyant ne puisse s'appuyer sur un texte sacré pour commettre un crime».

Deux jours plus tard, une trentaine d'imams ont exprimé leur indignation dans le journal *Le Monde*, tout en dénonçant à leur tour l'antisémitisme et le terrorisme en France, n'hésitant pas à mettre en

cause des idéologues qui exploitent le désarroi de la jeunesse : «Depuis plus de deux décennies, des lectures et des pratiques subversives de l'islam sévissent dans la communauté musulmane, générant une anarchie religieuse, gangrenant toute la société. Une situation cancéreuse à laquelle certains imams malheureusement ont contribué, souvent inconsciemment».

Pour aller plus loin :



Retrouvez les archives de « Perspectives missionnaires » sur le site de l'[AFOM](#) (Association francophone oecuménique de missiologie) en cliquant sur l'image ci-dessus. Et retrouvez ci-dessous les anciens numéros :

[N° 75](#) – Protestantisme global, fondements et évolutions

[N° 74](#) – Missionnaires en musique

[N° 73](#) – Témoignage et diaconie

[N° 72](#) – Famille, conjugalité, témoignage

[N° 71](#) – Églises et culture émergente

[N° 70](#) – Ensemble vers la vie, Nouvelles pistes pour la mission

[N° 69](#) – Héritiers et témoins d'une terre promise

[N° 68](#) – Se former à la mission ?

[N° 67](#) – Œcuménisme et mission en Europe

[N° 66](#) – Relire David Bosch

[N° 65](#) – Afrique en mission

[N° 64](#) – Bible et traduction en mission

[N° 63](#) – Prier dans un contexte interreligieux ?

[N° 62](#) – La planète évangélique

[N° 61](#) – Divers articles

[N° 60](#) – Dossier Édimbourg – Cape Town 2010

[N° 59](#) – Dossier Afrique du sud

[N° 58](#) – La Mission : entre altérité et identité

[N° 57](#) – Dossier Mission et communication

[N° 56](#) – Dossier Madagascar

[N° 55](#) – Mission en Europe

[N° 54](#) – Christianisme en zones interdites

[N° 53](#) – Économie et foi

De fait, le mot radicalisation renvoie aujourd'hui presque automatiquement à un islamisme violent, revendiquant le nom de Dieu et l'utilisation de certains versets coraniques. Pourtant, c'est dans un cadre de dialogue entre les trois monothéismes qu'avait paru en 2008 le livre intitulé *Les versets douloureux. Bible, Évangile et Coran entre conflit et dialogue,*

écrit par le Rabbin David Meyer, l'Imam Soheib Bencheikh et le jésuite Yves Simoens. En utilisant une approche historique et contextuelle pour expliquer la présence de ces versets dans leurs Écritures saintes, et tout en les déclarant en contradiction avec le message d'ensemble qui est de paix et d'amour, les auteurs se refusaient à les ignorer et affirmaient plutôt la nécessité absolue d'une autocritique des

religions.

Mais l'heure est-elle à l'autocritique des religions ? Deux tendances semblent aujourd'hui s'affronter : l'une développe un retour à l'identité, au communautarisme, en allant parfois jusqu'à un certain intégrisme, qui n'est pas forcément violent, tandis que l'autre se déploie dans le dialogue interreligieux et la prise en compte du

multiculturalisme. Si l'adjectif radical semble s'appliquer presque automatiquement à la première tendance, doit-on oublier pour autant que la deuxième relève d'un choix aussi radical que la première, bien que ne se situant pas au même niveau ? Car l'Évangile nous entraîne sans cesse et de manière très radicale, à la suite de Jésus de Nazareth, à l'ouverture et à la rencontre avec les autres

humains et les autres peuples, quelle que soit leur appartenance.

Cependant l'utilisation actuellement dominante des mots liés à la radicalité nous oblige à aller explorer l'origine, la racine du religieux, dans le cadre des religions révélées en particulier, d'autant que le terme *radical* se rattache étymologiquement au mot latin qui signifie *racine*.

D'abord le processus de révélation contient en lui-même l'idée de radicalité. L'expérience de la révélation est saisissante. D'Abraham à Paul, on peut se référer à tous les textes bibliques qui font récit de l'irruption du divin dans la vie humaine ! La révélation s'empare de tout l'être : le cœur, le corps, l'esprit. Une coupure dans le temps s'établit entre un avant et un après. Le sens de la vie

**va s'en trouver transformé.
C'est une aventure
éminemment intime mais en
même temps relationnelle
car elle correspond au
surgissement d'une force
extérieure à soi-même.
Alors se pose la question
de la décision humaine.
Décision de foi, décision
de changement de vie,
décision de témoignage,
décision de fonder une
communauté de croyants ou
d'entrer dans une
communauté déjà constituée...**

Nous connaissons cette radicalité, dont la prédication dans nos églises s'est souvent faite l'écho.

Cependant existe un autre niveau de radicalité lié au fait que la révélation intervient dans l'histoire humaine, c'est-à-dire en contexte. Venant déchirer le tissu du temps, elle n'apporte pas la paix mais l'épée, pour reprendre les paroles de Jésus. Elle

génère des inimitiés, des adhésions et des refus, des conflits et des combats. Elle croise le politique, lui sert parfois de caution, à moins que ce ne soit l'inverse. Et c'est là que nous retrouvons nos versets dangereux et douloureux !

En «perspectives missionnaires», nous devons nous interroger sur l'herméneutique de ces radicalités. Il en va de

notre présence et de notre témoignage au cœur de la société et de l'histoire.

Dans un monde complexe comme le nôtre, où beaucoup de gens se vivent comme déracinés, la radicalité religieuse peut apparaître comme une promesse de salut, comme ce fut le cas dans le passé pour des radicalités idéologiques et politiques. Nous prendrons l'exemple de la tentation islamiste, qui génère une

grande violence meurtrière à travers le monde, et fait des ravages dans notre jeunesse. Un entretien avec le docteur Guillaume Monod, psychiatre, nous conduira à la rencontre de jeunes radicalisés incarcérés à la maison d'arrêt de Villepinte, pour découvrir leurs parcours et les motivations psychologiques et théologiques qui les ont conduits à s'engager dans un islamisme radical.

Qu'en est-il du christianisme ? Avec Elia Cuvillier, nous interrogerons le Jésus des évangiles, dont la radicalité s'exprime parfois dans des propos très violents. Qu'en faire ? Les passer sous silence ? Utiliser l'analyse historique et contextuelle pour en relativiser la portée ? Comment en faisons-nous l'herméneutique ? Avec Samuel Dawāï, c'est le

discours apocalyptique qui sera questionné. Il nous montrera comment aujourd'hui en Afrique ce type de discours est instrumentalisé et produit des extrémismes religieux.

Puis, avec Olivier Abel, nous nous poserons la question : est-ce la montée des sentiments religieux qui produit la violence, ou bien est-ce la montée de la violence qui produit des sentiments religieux ? À la

**suite du colloque des
Cèdres Parole de Dieu,
violence des hommes qui
s'est tenu à Beyrouth du 17
au 19 mai 2017, et s'est
penché sur les relations
entre violence et discours
religieux dans le cadre du
christianisme et de
l'islam, il nous invite à
saluer tous les lieux qui
permettent le croisement
des interprétations, car le
pluralisme est le meilleur
outil contre
l'appropriation violente de**

la vérité.

Alors le dialogue interreligieux est-il une arme efficace contre la « radicalisation » religieuse ? Pour développer cette problématique, Philippe Gaudin analysera les termes et présentera les acteurs de la radicalisation. Évoquant les différents types de dialogue interreligieux, et le rôle que celui-ci peut jouer, il nous invitera finalement à

ne jamais oublier de « prendre en compte la soif de repères métaphysiques et religieux » qui se cache derrière la radicalisation.

Enfin, Samuel Dawaï nous présentera l'histoire religieuse du Nord-Cameroun, où musulmans et chrétiens, après avoir longtemps été en conflit, coopèrent aujourd'hui dans la lutte contre Boko Haram.

Florence Taubmann

**Retrouvez ci-
dessous le
sommaire de ce
numéro 76 de
*Perspectives
missionnaires* :**

5 Carte blanche à... Jean-Marie Aubert

Dossier : Radicalisation : quel défi pour l'interreligieux ?

Coordonné par Jean Renel Armesfort et Florence Taubmann

- 9 Introduction par Florence Taubmann
- 13 La radicalisation : un rêve héroïque et brutal, entretien avec Guillaume Monod
- 19 Quelques paroles scandaleuses de Jésus, par Étian Cuvillier
- 25 L'utilisation actuelle de l'Apocalypse et de l'apocalyptique dans la prédication : radicalisation-manipulation des esprits ou évangélisation ? par Samuel Dawai
- 37 Radicalisation théologico-politique et défi de l'interreligieux par Olivier Abel
- 43 Le dialogue interreligieux contre la « radicalisation » religieuse ? par Philippe Gaudin
- 61 Le défi interreligieux au Nord Cameroun par Samuel Dawai

Rubriques

- 69 **Mémoire**
Radicalisme religieux... une histoire constamment rejouée par Jean-François Zorn
- 73 **Lectures**
- *Le monothéisme et le langage de la violence : les débuts bibliques de la religion radicale*
 - *Témoins de paix en Palestine*
 - *Vivre et partager l'Évangile. Mission et témoignage, un défi, Bière (Suisse)*
 - *Pour un autre monde possible. Développement holistique et mission intégrale de l'Église*

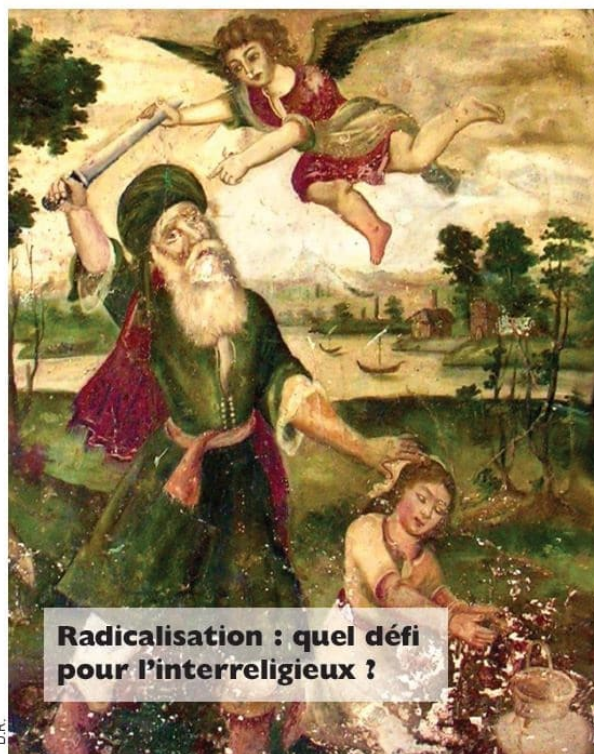
Pages 1 à 4 : annonce du Forum Missionnaire les 23 et 24 novembre 2018 à Paris

Prix 10 €

ISSN 0256-9558

2018

Revue protestante de missiologie



Radicalisation : quel défi pour l'interreligieux ?

Radicalisation : quel défi pour l'interreligieux ?

2018, N° 76

D.R.

**Nouvelle-
Calédonie :
«établir des
ponts entre
les
communautés»**

**Quel «destin commun»
inventer après le**

**référendum
d'autodétermination en
Nouvelle-Calédonie ? Le
professeur Frédéric
Rognon, membre du groupe
informel Nouvelle-
Calédonie qui se réunit
ce mardi au Défap, a été
invité par le Service
radio de la Fédération
Protestante de France
pour évoquer la
situation de l'archipel
à l'approche d'un vote**

qui cristallise les inquiétudes. Selon lui, ce que peut faire l'Église protestante face aux risques de radicalisation à l'issue du scrutin, c'est «multiplier les occasions pour se parler et essayer de se comprendre.» L'EPKNC encourage ainsi ses fidèles, et plus largement la population

du pays, à vivre la période référendaire dans la responsabilité, le respect mutuel et la paix. Les Églises de France accompagnent le processus, à travers la présence du Défap.



Le 4 novembre 2018, la

**population de la
Nouvelle-Calédonie est
appelée à se prononcer
par référendum sur
l'indépendance et la
pleine souveraineté du
territoire. Un scrutin
qui marquera
l'aboutissement d'un
processus d'une
trentaine d'années.
Entre 1988, l'année des
«événements», et
aujourd'hui, les accords**

de Matignon ont permis de préserver la paix civile. Ils ont été complétés par l'accord de Nouméa du 5 mai 1998, qui poursuivait la revalorisation de la culture kanak, créait de nouvelles institutions et prévoyait un processus de transfert progressif de compétences à la Nouvelle-Calédonie.

Quant au référendum d'autodétermination, prévu initialement en 1998, son organisation avait été, d'un commun accord entre l'État, les indépendantistes et les non-indépendantistes, repoussée au plus tard à l'année 2018. Voilà pourquoi, le 4 novembre prochain, les votants seront invités à répondre à la question

suivante : «Voulez vous que la Nouvelle-Calédonie accède à la pleine souveraineté et devienne indépendante ?»

Or depuis 1988, la société néo-calédonienne s'est transformée. Elle est devenue de plus en plus multiculturelle. Dans des lieux comme Nouméa, les jeunes des diverses communautés se

**sont habitués à vivre
côte à côte – sinon
ensemble. Mais
l'approche de ce
référendum
d'autodétermination
longtemps annoncé menace
de raviver les tensions.
Alors même que, quel
qu'en soit le résultat,
les 260.000 Calédoniens,
dont 110.000 Kanak,
devront réussir après le
vote à construire**

ensemble l'avenir de
l'archipel...

Craintes de radicalisation

Pour aller plus loin :

- La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 1*
- La Nouvelle Calédonie : «Un destin commun», partie 2*
- [La Nouvelle-Calédonie à l'heure des choix : le dossier du Défap](#)
- [Maurice Leenhardt, la rencontre d'un homme et d'un peuple](#)
- [Nouvelle-Calédonie : aider au dialogue \(conférence du Défap\)](#)
- [Nouvelle-Calédonie : l'EPKNC s'engage et prie pour la paix](#)

Les relations entre

protestants de France et protestants de Nouvelle-Calédonie sont inscrites dans l'Histoire, et c'est précisément pour accompagner les Calédoniens à l'heure du choix qu'a été créé un groupe informel qui se réunit régulièrement au Défap. Parmi les membres de ce groupe, qui se retrouve justement ce mardi au 102 boulevard

Arago, figure entre autres le pasteur Frédéric Rognon, qui a été récemment l'invité du Service radio de la FPF, où il a répondu aux questions d'Olivier Betti. Professeur de philosophie des religions à la Faculté de Théologie protestante de Strasbourg, Frédéric Rognon est surtout bon connaisseur de la

Nouvelle-Calédonie, où il a vécu trois ans dans les années 80. Vous pouvez écouter dans les encadrés ci-contre l'intégralité de ces entretiens, diffusés en deux parties.

Concernant l'ambiance qui prévaut en Nouvelle-Calédonie à l'approche du vote, Frédéric Rognon souligne notamment :

«J'y étais encore en juillet-août ; j'ai entendu souvent des craintes sur l'après-référendum, concernant une radicalisation possible. Comment rester dans le destin commun après ce scrutin ? Sachant qu'il y aura un deuxième et un troisième référendum en cas de non à l'indépendance, en 2020 et 2022, ce qui a

été prévu dans l'accord de Nouméa...» Quelles sont donc les inquiétudes soulevées par ce vote ? «On craint qu'au lendemain du 4 novembre, il y ait des vainqueurs et des vaincus. L'Église protestante est très soucieuse de cela et cherche à canaliser ces ardeurs, pour éviter à la fois la volonté de revanche et le sentiment

d'avoir vaincu.»

Comme le note Frédéric Rognon, «l'indépendance a peu de chances d'être votée directement en novembre. L'enjeu porte plutôt sur le niveau du vote indépendantiste. S'il est vraiment très faible, on a un risque de radicalisation des deux bords : de la part des indépendantistes les

plus durs, qui perdraient confiance dans la démocratie et seraient tentés de revenir à la situation des événements des années 80 ; mais aussi de la part des loyalistes les moins modérés, qui voyant que l'indépendance ne fait plus recette, pourraient vouloir remettre en question tout le

**processus, le deuxième
et le troisième
référendum, le gel du
corps électoral obtenu
par les
indépendantistes... Ce qui
durcirait la situation
et créerait de nouveaux
clivages.»**

La question

du corps électoral



*Août 2017 : lors du synode de l'EPKNC en Nouvelle-Calédonie ©
Défap*

Cette question du «gel

du corps électoral», et au-delà, la question de savoir qui vote ou non lors de tels scrutins engageant tout l'avenir de l'île, est cruciale. La démographie est en effet très défavorable au vote en faveur de l'indépendance. Cette évolution démographique s'explique par l'immigration encouragée par la métropole, qui

s'est encore accélérée avec le «boom du nickel» de la fin des années 1960. Résultat : alors que la population kanak représentait 51,1% de la population totale en 1956, cette part était descendue à 46% en 1969 ; elle est de 39% aujourd'hui. D'où l'idée d'une restriction du corps électoral pour obtenir une sorte de

**rééquilibrage en faveur
des Kanak – un principe
qui a désormais valeur
constitutionnelle et qui
a été inscrit dans
l'accord de Nouméa.
Selon les termes de
l'accord, il s'agissait
de poser «les bases
d'une citoyenneté de la
Nouvelle-Calédonie,
permettant au peuple
d'origine de constituer
avec les hommes et les**

femmes qui y vivent une communauté humaine affirmant son destin commun».

Il existe ainsi en Nouvelle-Calédonie plusieurs corps électoraux, avec des listes électorales de droit commun et d'autres spéciales. Les listes de droit commun sont destinées aux élections

**à dimension nationale
(présidentielle,
législatives,
européennes...) ; les
listes spéciales ont
prévu une restriction du
corps électoral dans
l'optique, précisément,
de l'organisation du
référendum
d'autodétermination, et
le principe en a été
étendu aux scrutins
locaux. Cette question**

**de la composition du
corps électoral pour le
référendum est longtemps
restée une pierre
d'achoppement entre les
forces politiques en
présence.**

**Accompagner
et favoriser**

Les occasions de dialogue



Délégation de la Nouvelle-Calédonie Clôture du 4ème festival des arts mélanésiens, Mwâ kê Nouméa, Nouvelle-Calédonie 2010 © Sekundo

Que peuvent faire les protestants face à ces risques de tensions –

**volonté de revanche,
radicalisation, voire
remise en cause de tout
le processus et
notamment du gel du
corps électoral ?**

**Accompagner et favoriser
les occasions de
dialogue.**

**Historiquement, les
Églises de France ont
des liens privilégiés
avec l'Église
Protestante de Kanaky**

**Nouvelle-Calédonie
(EPKNC), elle-même très
majoritairement Kanak et
qui s'est longtemps
déterminée nettement en
faveur de
l'indépendance, mais qui
plaide aujourd'hui pour
l'invention d'une
citoyenneté
calédonienne. En
témoigne le mot de
l'Église publié à
l'occasion de son synode**

**de l'été 2018 : l'EPKNC
y invite «chaque
responsable d'Église à
vivre pleinement sa
mission là où il est. Il
invite également les
différents acteurs de ce
pays à œuvrer pour la
paix, la fraternité et
la solidarité. À travers
la parole d'espérance
d'Éphésiens 2 au verset
19, le Synode Général
encourage chacun à**

devenir « citoyen de sa terre et concitoyen d'un pays nouveau ». »

Comme le souligne Frédéric Rognon, la Nouvelle-Calédonie, «c'est un petit territoire, où presque tout le monde se connaît». Ce que peut faire l'Église, c'est «multiplier les occasions pour se parler

**et essayer de se
comprendre ; établir des
ponts, des passerelles
entre les communautés.»**

**L'EPKNC a ainsi
encouragé ses fidèles,
et plus largement la
population du pays, à
vivre la période
référendaire dans la
responsabilité, le
respect mutuel et la
paix. Les Églises de
France accompagnent le**

**processus
d'autodétermination du
peuple calédonien, à
travers la présence et
les actions du Défap,
dans un esprit de
fraternité, manifestant
ainsi leur soutien à
cette quête «de paix, de
fraternité et de
solidarité».**

**Cameroun :
retour en
images sur
la dixième**

AG de la Cevaa

Ce grand rendez-vous réunissant les délégués des 35 Églises membres de la Cevaa, dont font partie les Églises constitutives du Défap (EPUdF, UEPAL

et Unepref), s'est tenu du 15 au 24 octobre 2018 à Douala, capitale économique du Cameroun. Avec notamment des réflexions sur la vie financière et sur les célébrations des cinquante ans de la Cevaa en 2021. L'ensemble de cette

**Assemblée Générale
était placé sous le
thème «Le chrétien et
l'intolérance
religieuse», qui a
donné lieu à divers
ateliers, séances
d'animation et tables
rondes. Résumé en
images.**